

Précarité menstruelle: un think tank pour dire stop au tabou des règles

L'IMPACT TANK lance un chantier de recherche et d'actions, qui réunit acteurs publics et privés avec le soutien de la Ministre Isabelle Rome, pour lutter contre la précarité menstruelle en France et dans le monde.

Flot d'angoisses et de questionnements

S'il est un rite de passage contemporain aussi tabou que stigmatisé, c'est bien l'arrivée des premières règles chez les personnes menstruées. Chaque individu ayant vécu l'irruption plus ou moins annoncée de cette nouvelle vie cyclique se souvient sans nul doute d'un flot d'angoisses et des questionnements auxquels il n'est pas toujours facile d'obtenir des réponses.

La peur panique de se tâcher et d'être soumise à des moqueries acerbes de la part des camarades de classe, la prégnance de la douleur sans pouvoir évaluer si elle est ou non «normale» ou encore l'incertitude quant à la régularité des menstruations - qui, pour certaines, ne seront jamais vécues sur un cycle de 28 jours - font partie des préoccupations quotidiennes des jeunes concernées.

Cependant, depuis que déferle ce que certains sociologues appellent la quatrième vague du féminisme post Me-Too, la parole se libère petit à petit autour de la stigmatisation des règles jusqu'à devenir un symbole d'empouvoirement pour des influenceuses sur les réseaux sociaux.

Un enjeu de santé publique prioritaire

Dans ce contexte, la sortie de la précarité menstruelle - c'est-à-dire de la difficulté matérielle à obtenir des moyens de protection idoines - et la rupture du silence autour du vécu physiologique et psychologique de l'expérience des règles devient un enjeu de santé publique prioritaire.

Un enjeu de nature différente selon les pays. En Europe, c'est notamment le manque de moyens financiers qui empêche les personnes menstruées d'avoir accès à des protections hygiéniques. En Afrique, la situation est aussi aggravée par le manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau et assainissement.

C'est pourquoi l'équipe de [l'IMPACT TANK](#), premier think tank dédié à l'économie à impact positif, à l'initiative du GROUPE SOS et de quatre universités (Sciences Po, Sorbonne Université, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris Dauphine PSL), lance un vaste chantier de recherche et d'actions pour lutter contre la précarité menstruelle en France et dans dix pays d'Europe et d'Afrique.

Ce chantier réunit une coalition d'acteurs publics et privés : l'Agence française de développement, les entreprises DIM et Procter & Gamble via sa marque Always, la startup à impact FAVA et les associations Règles élémentaires et [Dons Solidaires](#). L'initiative est soutenue par la Ministre Isabelle Rome, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances.

La nécessité d'un engagement collectif



Une démarche aux résonances concrètes puisqu'un rapport devrait être remis à la rentrée scolaire 2023 à la Ministre Isabelle Rome, attachée à combattre ce qu'elle qualifie de « fléau ». «Si le Gouvernement est résolument engagé pour enrayer ce fléau via une mobilisation interministérielle sans précédent, je me réjouis de l'initiative lancée par l'IMPACT TANK réunissant acteurs publics, associatifs et privés», affirme la Ministre. «Le combat contre la précarité menstruelle nécessite un engagement collectif. En 2021, le Gouvernement a engagé près de 13 millions d'euros pour lutter contre la précarité menstruelle, notamment pour les femmes précaires, en particulier les femmes hébergées ou à la rue, les femmes détenues, ainsi que les étudiantes via des distributeurs dans les résidences universitaires des CROUS et les services de santé universitaires . »

Pouvoir être actrice de ses règles et être en mesure de bénéficier d'une protection adéquate durant cette période de bouleversement hormonale et utérine devrait être une évidence pour toutes les personnes menstruées.

La précarité menstruelle, une réalité méconnue

Pourtant, en France, une étudiante sur dix est obligée de fabriquer ses protections faute de moyens financiers (FAGE, ANESF, AFEP 2021). En 2001, 1,7 million de femmes et jeunes filles souffraient de précarité menstruelle (Dons Solidaires, IFOP). On estime aussi que près de 1,25 milliard de jeunes filles et femmes dans le monde n'ont pas accès à des toilettes permettant une intimité nécessaire à la gestion des règles.

Cette précarité peut entraîner une rupture du lien social et professionnel, une déscolarisation des plus jeunes, sans parler des conséquences délétères pour l'hygiène et la santé intime des personnes concernées.

A cette problématique viennent s'ajouter la douleur et les pathologies liées aux menstruations dont l'impact est encore minimisé et méconnu par la société. Deux femmes sur dix en France ont ainsi manqué le travail au moins une fois à cause de leurs règles.

Parler des pathologies endocriniennes

Parler de façon plus décomplexée des règles permet aussi de soulever un autre enjeu de santé publique: les pathologies endocriniennes liées au cycle hormonal. Si l'endométriose est une maladie de plus en plus reconnue par la sphère sociale et professionnelle, le parcours diagnostic des personnes atteintes est extrêmement long et complexe.

Quant au Syndrome des Ovaires Polykystiques (SOPK) qui toucherait une femme sur dix et serait une des causes majeures de difficulté à procréer, il reste encore amplement sous-estimé, y compris des professionnels de santé.

Protections menstruelles et impact

Enfin, la question de la mesure d'impact des solutions demeure primordiale. La démarche de l'IMPACT TANK s'appuiera sur la création d'un référentiel d'indicateurs partagés pour mesurer l'impact des initiatives innovantes de lutte contre la précarité menstruelle menées par les acteurs privés, et proposer des recommandations pour les répliquer ailleurs, et les reproduire en plus grand. Ces solutions portées par des acteurs locaux, des entrepreneurs sociaux, des acteurs du changement, ont toutes, une à une, un impact au niveau local. L'enjeu est de les accompagner à changer d'échelle.

Car les protections hygiéniques jetables ou alternatives comme la cup menstruelle ou les culottes et protections lavables qui apparaissent sur le marché, sont loin d'être accessibles à toutes ? notamment en raison de leur prix élevé. Certaines universités

et associations pallient déjà ce problème en distribuant des protections lavables gratuitement.

Il s'agit donc pour les membres du groupe d'étude de se demander comment les personnes menstruées peuvent avoir un meilleur accès à l'information et aux différents moyens de prendre soin de soi durant cette période.

Rendez-vous en septembre 2023 pour connaître les résultats de cette recherche, dont le site Slate.fr est partenaire, et le rapport de recommandations remis à la Ministre Isabelle Rome.

Visuel indisponible

Crédit photo: pixabay